1er, 2e et 3e CANTONS DE NANTES

ENTENTE CENTRISTE



M^{me} Isabelle DÉSORMEAUX

Adjoint au Maire pour les Affaires Sociales

Suppléant:

M. Christian ROY
Conseiller Subdélégué



ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

La cassure de la France en deux blocs politiques ne peut amener que l'affrontement violent et la ruine du Pays.

Seule, la présence à l'Assemblée Nationale d'un Centre résolument social, juste, calme et suffisamment puissant pour être efficace peut rétablir la paix dont le Pays a tant besoin.

Nous faisons appel à tous ceux qui, entre les inconditionnels et les communistes aux tendances totalitaires, recherchent l'union des Français dans un esprit de coopération et de collaboration nécessaire pour le bien commun de la Cité et du Pays.

Nous devons tous ensemble participer à la Construction d'une véritable Démocratie où chacun doit trouver sa place et ses responsabilités.

Je considère que dans ce but, sont nécessaires :

- 1º Participation et Dialogue, c'est-à-dire décentralisation véritable, restituant leur vitalité originale aux régions avec délégation des pouvoirs de décision pour permettre des délibérations dans les assemblées où les élus locaux et les responsables professionnels joueront un rôle essentiel. C'est la condition fondamentale d'un aménagement du territoire;
- participation au niveau des professions où des discussions précises, constantes, donneraient une conscience exacte des possibilités de l'économie française;
- collaboration dans les entreprises; en effet, l'investissement novateur n'est pas simplement un problème économique, c'est aussi un problème social.

Cette recherche d'accords économiques et sociaux se trouve au premier plan de nos préoccupations et de nos obligations, car les décisions récentes risquent de mettre en cause l'activité de petites et moyennes entreprises. Il y a une solidarité de destin au sein de l'entreprise qui doit être un cadre de travail mais être aussi un cadre de vie.

Il faut donc:

- le respect et l'autonomie des véritables corps intermédiaires, issus de l'exercice des libertés et de l'initiative de chacun;
- une grande autonomie des collectivités locales sans l'intervention perpétuelle et tracassière du pouvoir central et qui permette à chacun d'être un véritable citoyen conscient de ses responsabilités dans le corps social;
- le droit et la liberté du travail pour tous.

2º — La mise en place rapide d'équipements sociaux indispensables, qu'une aide plus généreuse de l'Etat, supprimant ses dépenses inutiles et allégeant les charges imposées aux collectivités locales, permettrait de réaliser plus rapidement.

Notre attention se portera plus spécialement sur les hôpitaux, centres sociaux et équipements médico-sociaux des quartiers, maisons de jeunes contribuant à donner à nos jeunes ce sens de la participation dans une prise de conscience de leurs responsabilités.

Pour les problèmes des personnes âgées, application de la Commission Larroque, c'est-à-dire revalorisation de la pension vieillesse qui présente un retard de trois ans.

Equipements adaptés et plus nombreux au profit des handicapés, tant physiques que mentaux : Classes de perfectionnement, Instituts médico-pédagogiques, Instituts médico-professionnels, pour assurer aux enfants par le travail une participation à la mesure de leurs moyens, et pour les adultes l'organisation du «Travail Protégé».

Favoriser une politique familiale, la famille étant la cellule de base essentielle.

Aide aux femmes veuves et abandonnées, et particulièrement, adoption de l'« Allocation Orphelin » demandée depuis si longtemps et accordée dans de nombreux pays.

Pour atteindre ce but, il faut :

- mettre fin aux voyages somptuaires et aux dépenses inutiles,
- aux excès financiers que représente une recherche d'une force nucléaire de dissuasion ou d'une bombe atomique, qui dans les rapports des forces mondiales, n'apportera jamais à la France une protection suffisante.

En résumé, nous refusons le communisme et ses servitudes inhumaines.

Nous n'acceptons pas un autoritarisme personnel que le temps condamnera.

Nous voulons une Société démocratique plus équitable et plus humaine, aux possibilités individuelles, familiales et de travail plus nombreuses et plus efficientes, permettant par des lois d'équité et d'amnistie la réconciliation de tous les Français.

En politique extérieure, nous voulons la réalisation de l'Europe des Communautés organisée par le traité de Rome.

Nous entendons que toutes les Nations Occidentales puissent faire partie de cette Europe pour notre plus grand bien et pour le leur.

Nous sommes partisans dans le respect des légitimes intérêts nationaux, du maintien de la France dans ses alliances traditionnelles et de l'édification de la Paix avec le concours de toutes les Nations occidentales.

Nous sollicitons votre appui pour réaliser ce programme qui doit apporter aux Français la Paix et la Justice sociale qui répondent à leurs légitimes aspirations et auxquelles ils ont droit.

Vu :

la candidate :

le suppléant :

Mme Isabelle DÉSORMEAUX

Adjoint au Maire pour les Affaires Sociales.

M. Christian ROY

Conseiller Subdélégué